

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 04 — 2704

[Mac — 29428]

**23 AOUT 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
déterminant les modalités de contrôle des absences pour cause de maladie du personnel soumis,  
avant le 1er juillet 1994, au contrôle du service de santé administratif**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 31;  
Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'Etat, notamment l'article 1er modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 486 du 10 septembre 1986 et le décret du 27 décembre 1993;

Vu la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois des 6 juillet 1972, 18 février 1977 et 3 juillet 1981 ;

Vu la loi du 27 mai 1971 relative à l'extension aux inspecteurs de l'Etat pour l'enseignement primaire et gardien subventionné, du régime de congés et de mise en disponibilité pour cause de maladie et d'infirmité, applicable aux inspecteurs de l'enseignement de l'Etat;

Vu le décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 50;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966, fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 31 octobre 1968, 1er décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et par la loi de redressement du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 160, modifié par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982 et par les arrêtés royaux des 16 février 1983 et 29 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 40 modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1976, par l'arrêté royal n° 71 du 20 juillet 1982 et par l'arrêté royal du 29 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment les articles 3 et 4, modifiés par l'arrêté royal n° 71 du 20 juillet 1982;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française, ainsi que des services chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, notamment l'article 169, § 1er, modifié par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982, du 29 août 1985, du 21 octobre 1985 et par l'arrêté de l'Exécutif du 7 novembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981, relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 16;

Vu le protocole du 7 juillet 1994 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 31 mai 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 août 1994,

Arrête :

**CHAPITRE 1er. — Généralités**

**Article 1er.** Tout membre du personnel absent pour cause de maladie est soumis au contrôle de l'organisme spécialisé désigné par le Gouvernement de la Communauté française.

L'examen de contrôle est réalisé à l'initiative de l'organisme visé au paragraphe précédent, à la demande de l'administration compétente de la Communauté française ou à la demande du membre du personnel.

**Art. 2.** Sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel qui, par suite de maladie, est empêché de se rendre à son travail, est tenu, dès le premier jour d'absence, d'en informer à son initiative et par la voie la plus rapide son chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique.

**Art. 3.** Le membre du personnel qui prévoit que son incapacité de travail durera plus d'un jour, doit se faire examiner à ses frais dans le courant de la première journée d'absence par un médecin de son choix qui dresse immédiatement un certificat médical en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est annexé au présent arrêté.

Il lui appartient d'être toujours en possession de ce formulaire et de faire renouveler sa provision en temps opportun.

Le chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique doit veiller à ce que les formulaires susvisés soient remis aux membres du personnel.

**Art. 4.** Le membre du personnel doit veiller à ce que son médecin traitant mentionne le nombre de jours de congé qu'il estime nécessaire et indique s'il est autorisé ou non à quitter son domicile. Le nom du médecin doit toujours être lisible.

Sauf cas de force majeure, dûment justifié, le membre du personnel qui est sous le couvert d'un certificat l'autorisant à se déplacer doit rester présent à son domicile ou résidence pendant les trois premiers jours de son absence. Toutefois, si le membre du personnel veut être dispensé de cette obligation, il doit prendre contact avec l'organisme de contrôle, à ses frais, et préalablement à tout autre déplacement.

Le premier jour de l'absence, le certificat fermé par le médecin traitant ou par l'agent doit être envoyé affranchi comme lettre par les soins du membre du personnel à l'organisme de contrôle.

Le membre du personnel doit reprendre son service dès que son état de santé le lui permet, même si le certificat du médecin traitant aurait prévu une durée d'absence plus longue.

Toutefois, si le chef d'établissement, le directeur de centre ou le supérieur hiérarchique estime que la reprise anticipée du membre du personnel risque de compromettre le bon fonctionnement du service, il invite le membre du personnel à produire un certificat médical l'autorisant à reprendre ses fonctions.

La production de ce certificat médical implique le remboursement à charge du pouvoir organisateur, au tarif conventionné, de la partie des honoraires du médecin traitant, non pris en charge par la mutuelle.

Le chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique avertit immédiatement l'administration compétente de la Communauté française de la reprise de fonction du membre du personnel.

Si le membre du personnel se sent incapable de reprendre son service à l'expiration de l'absence prévue, il doit envoyer à l'organisme de contrôle un nouveau certificat médical, la veille du jour où le congé expire, et informer son chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique de la prolongation. En l'absence d'information de la part du membre du personnel concerné, ce dernier est présumé prolonger son absence. Il appartient au chef d'établissement ou directeur de centre ou au supérieur hiérarchique de signaler la prolongation de l'absence à l'organisme de contrôle, dès le jour prévu pour la reprise.

Les membres du personnel qui se font soigner hors de leur résidence habituelle sont tenus de mentionner leur adresse temporaire sur le certificat médical. Tout changement d'adresse ultérieur devra être également signalé à l'organisme de contrôle.

**Art. 5.** Pendant les absences pour maladie, les séjours à l'étranger sont soumis à l'autorisation préalable de l'organisme de contrôle. Pour solliciter cette autorisation, les membres du personnel doivent d'initiative prendre contact avec l'organisme de contrôle du personnel, au moins une semaine avant la date prévue pour leur départ à l'étranger; ils produisent au médecin contrôleur une attestation de leur médecin traitant justifiant la proposition du séjour à l'étranger.

#### CHAPITRE II. — Des absences d'un jour

**Art. 6.** Le membre du personnel absent pour cause de maladie pour un seul et unique jour doit prévenir son chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique conformément à l'article 3 du présent arrêté et rester à son domicile ou à sa résidence à la disposition du médecin contrôleur. Le chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique doit informer le jour même l'organisme de contrôle de cette absence au moyen d'une carte de service dont la formule est annexée au présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — Du contrôle spontané

**Art. 7.** Sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel malade, mis sous contrôle spontané est tenu de téléphoner à l'organisme de contrôle dès le premier jour d'absence avant 10 heures du matin. Cette obligation ne dispense pas le membre du personnel d'avertir son chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique et de faire couvrir son absence par un certificat médical établi conformément aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

La mise sous contrôle spontané d'un membre du personnel est établie par l'administration compétente de la Communauté française, soit d'initiative, soit sur proposition du chef d'établissement ou directeur de centre ou supérieur hiérarchique. La décision motivée de mise sous contrôle spontané est notifiée au membre du personnel concerné par l'administration compétente de la Communauté française, par lettre recommandée.

L'organisme de contrôle peut, d'initiative ou à la demande du membre du personnel, proposer à l'administration compétente de la Communauté française de lever la mesure de contrôle spontané.

#### CHAPITRE IV. — Du contrôle des absences

**Art. 8.** Les examens de contrôle se font au domicile ou au lieu de résidence du membre du personnel malade. L'organisme de contrôle ne doit pas annoncer l'examen de contrôle.

Les membres du personnel autorisés à quitter leur domicile ou résidence peuvent être appelés par l'organisme de contrôle à se présenter pour un examen de contrôle.

**Art. 9.** Si le médecin contrôleur estime que l'absence pour cause de maladie est justifiée, il communique immédiatement sa décision à l'intéressé.

Si le médecin contrôleur estime qu'une absence n'est pas ou n'est plus médicalement justifiée, il ordonne la reprise d'activité du membre concerné, le jour ouvrable suivant sa décision.

Il invite l'intéressé à viser le document contenant sa décision dont le modèle est annexé au présent arrêté.

CHAPITRE V. — *De la procédure d'appel*

**Art. 10.** Sans préjudice du recours éventuel devant les juridictions de l'ordre judiciaire, lorsqu'un membre du personnel s'estime lésé par une décision du médecin contrôleur, il doit s'adresser au plus tard le premier jour ouvrable suivant ladite décision, par l'intermédiaire de son médecin traitant ou de son remplaçant, au médecin qui a contrôlé son absence, en vue de provoquer une décision à l'amiable entre les deux médecins.

**Art. 11.** En cas de désaccord entre les deux médecins visés à l'article 10, un médecin expert est désigné de commun accord par l'organisme chargé du contrôle d'une part et par le médecin traitant du membre du personnel concerné ou son remplaçant d'autre part.

Le médecin expert est choisi sur base d'une liste de médecins fournie par l'organisme de contrôle.

Les médecins experts repris sur la liste visée à l'alinéa précédent ne pourront être ou avoir été médecins-contrôleurs au service dudit organisme.

Les examens médicaux d'expertise ont lieu au cabinet du médecin expert si le membre du personnel est en état de se déplacer.

**Art. 12.** L'expert examine le membre du personnel dans les deux jours ouvrables qui suivent le recours visé à l'article 11.

Le membre du personnel peut être accompagné de son médecin traitant ou de son remplaçant.

Le médecin traitant ou son remplaçant peut se faire représenter par un confrère délégué à cet effet.

A l'issue de l'examen, l'expert communique immédiatement et par écrit sa décision à l'intéressé.

**Art. 13.** Si le médecin expert considère que l'absence pour cause de maladie n'est pas ou n'est plus justifiée, le membre du personnel reprend ses fonctions le premier jour ouvrable qui suit la décision.

**Art. 14.** La procédure d'appel suspend la décision du médecin contrôleur.

**Art. 15.** Les honoraires du médecin expert, ainsi que ceux du médecin traitant ou de son remplaçant sont à charge de la partie perdante. En ce qui concerne le médecin traitant, il s'agit de la partie des honoraires au tarif conventionné non pris en charge par la mutuelle.

CHAPITRE VI. — *Du recours éventuel devant les juridictions de l'ordre judiciaire*

**Art. 16.** Tout recours devant les juridictions de l'ordre judiciaire suspend la décision du médecin contrôleur ou du médecin expert.

**Art. 17.** En cas de décision défavorable au membre du personnel, coulée en force de chose jugée, rendue par ladite juridiction, le membre du personnel est placé en disponibilité pour convenances personnelles pour la période à partir de la date de la fin de la maladie telle que fixée par la juridiction jusqu'à la date de reprise des fonctions s'il s'agit d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Les autres membres du personnel sont considérés en absence non réglementairement justifiée et non rémunérée ou non subventionnée.

CHAPITRE VII. — *Des congés de maternité*

**Art. 18.** Les congés de maternité donnent lieu à l'introduction auprès de l'organisme de contrôle d'un certificat médical précisant la date probable de l'accouchement.

Ce certificat est fourni à titre purement informatif.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** L'inobservance des dispositions du présent arrêté entraîne le caractère irrégulier de l'absence et la perte du droit au traitement ou à la subvention-traitement pour cette période d'absence.

Sauf cas de force majeure dûment justifié, tout membre du personnel non autorisé à quitter son domicile ou lieu de résidence mais absent lors de la visite du médecin contrôleur supporte les frais de déplacement de celui-ci selon le tarif en vigueur pour les médecins conventionnés. Ces frais lui seront réclamés par l'administration compétente de la Communauté française.

**Art. 20.** Le chef d'établissement, le directeur de centre ou le supérieur hiérarchique qui se trouverait dans le cas de connaître un abus en matière d'absence pour maladie est tenu de le signaler à l'administration compétente de la Communauté française dès le premier jour d'absence.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1994 et cesse ses effets le 31 décembre 1994.

**Art. 22.** Le Ministre de l'Education et le Ministre de l'Enseignement supérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 août 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

## Annexe I

## RAPPORT DE CONTROLE C

TRAVAILLEUR

Etablissement, centre ou service

Demande n° .....

Nom (de jeune fille pour les femmes mariées).....

Prénom .....

Nom de l'époux.....

Rue..... n°..... bte.....

Domicile.....

Durée de l'absence : du..... au.....

Nom et adresse du médecin traitant.....

Madame, Monsieur,

Après examen, j'estime que :

 votre absence pour maladie est médicalement justifiée vous êtes en état de reprendre vos fonctions à partir du .....

Si vous ne reprenez pas le travail le jour indiqué ci-dessus, vous devrez en avertir votre chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique au plus tard le jour ouvrable qui suit la décision.  
Par ailleurs, il vous est loisible d'introduire un recours selon la procédure reprise au verso.

Date : .....

Pour visa  
Signature du travailleur.

Le médecin contrôleur,  
(cachet et signature)

Nom, adresse et n° de téléphone du médecin contrôleur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 août 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,  
Ph. MAHOUX

Annexe 2  
ABSENCE D'UN JOUR  
(à remplir par le chef immédiat)

Numéro de matricule :

Nom et prénoms : .....

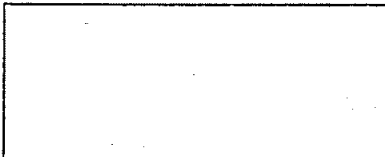
Adresse .....

est malade pour un jour le :

Matricule de l'établissement :

Cachet de l'établissement :

Nom + signature du chef d'établissement



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 août 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Éducation,

Ph. MAHOUX



## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 2704

[Mac — 29428]

**23 AUGUSTUS 1994.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het toezicht op de afwezigheid wegens ziekte van de personeelsleden, vóór 1 juli 1994 onderworpen aan het toezicht van de administratieve gezondheidsdienst

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 31;

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, het koninklijk besluit nr. 486 van 10 september 1986 en het decreet van 27 december 1993;

Gelet op de wet van 7 juli 1973 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 3 juli 1972, 18 februari 1977 en 3 juli 1981;

Gelet op de wet van 27 mei 1971 tot uitbreiding van de regeling inzake verlof en terbeschikkingstelling wegens ziekte en gebrekkigheid, geldend voor de inspecteurs van het rijksonderwijs, tot de rijksinspecteurs door het gesubsidieerd basisonderwijs;

Gelet op het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs- en begroting inzonderheid artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de PMS-centra, inzonderheid artikel 50;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1967, 31 oktober 1968, 1 december 1970, 25 november 1976, 16 december 1981, nr. 296, d.d. 31 maart 1984 en de herstellwet van 31 juli 1984;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid artikel 160, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983 en 29 augustus 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, inzonderheid artikel 40, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982 en bij de koninklijke besluiten van 8 juli 1976 en 29 augustus 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid artikel 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1976, genomen bij toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inzonderheid de artikelen 3 en 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap en van de diensten belast met het toezicht de PMS-centra en op de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs, inzonderheid artikel 169, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 73 d.d. 20 juli 1982, d.d. 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985 en het besluit van de Executieve d.d. 7 november 1951

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling voor de stagedoende of vastbenoemde leden van het technisch personeel van de PMS-centra en vormingscentra van de Staat en van de inspectiediensten, inzonderheid artikel 16;

Gelet op het protocol van 7 juli 1994 van Sectorcomité IX en van het Comité van de provinciale en lokale openbare diensten, sectie II;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 3 februari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Ministers van Hoger Onderwijs en van Onderwijs;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 22 augustus 1994,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Elk personeelslid dat afwezig is wegens ziekte staat onder het toezicht van de door de Regering van de Franse Gemeenschap aangewezen gespecialiseerde instelling.

Het controleonderzoek gebeurt op initiatief van die instelling, op verzoek van het bevoegd bestuur van de Franse Gemeenschap of op aanvraag van het personeelslid.

**Art. 2.** Behoudens behoorlijk gestaafe overmacht moet het personeelslid dat wegens ziekte niet kan gaan werken, op de 1e dag afwezigheid zelf zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere zonder verwijl verwittigen.

**Art. 3.** Als het personeelslid voorziet dat zijn arbeidsongeschiktheid meer dan één dag zal duren, moet het zich op eigen kosten op de 1e dag afwezigheid laten onderzoeken door een door hem gekozen arts, die onmiddellijk een doktersattest opmaakt op een formulier, waarvoor het model bij dit besluit gevoegd is.

Het moet altijd in het bezit zijn van dat formulier en de voorraad tijdig aanvullen.

Het inrichtingshoofd of centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere moet ervoor waken dat voormelde formulieren aan het personeel worden afgegeven.

**Art. 4.** Het personeelslid staat ervoor in dat zijn behandelende arts het aantal dagen verlof dat hij nodig acht, vermeldt en aanduidt of het zijn woonplaats mag verlaten. De naam van de arts moet altijd leesbaar zijn.

Behoudens behoorlijk gestaafe overmacht moet het personeelslid dat beschikt over een attest dat hem toelaat, zich te verplaatsen, op zijn woon- en verblijfplaats aanwezig zijn gedurende de eerste 3 dagen afwezigheid. Wenst hij van die verplichting vrijgesteld te worden, dan moet hij op eigen kosten contact opnemen met de controle-instelling, voor elke andere verplaatsing.

Op de eerste dag afwezigheid moet het attest, door de behandelende geneesheer of door het personeelslid gesloten en gefrankeerd als brief, door laatstgenoemde aan de controleinstelling gestuurd worden.

Het personeelslid moet zijn dienst hervatten zodra zijn gezondheid het toelaat, zelfs als het attest van de behandelende arts een langere afwezigheid vermeldt.

Als het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere van oordeel is dat de vervroegde dienstherhaling van het personeelslid de goede werking van de dienst kan verstoren, verzoekt hij het personeelslid een doktersattest voor te leggen dat hem toelaat zijn dienst te hervatten.

Het voorleggen dat dat attest impliceert de terugbetaling ten laste van de inrichtende macht, tegen het ziekenfondstarief, van het gedeelte van de honoraria van de behandelende arts dat niet terugbetaald wordt door het ziekenfonds.

Het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere verwittigt onmiddellijk het bevoegd bestuur van de Franse Gemeenschap van de dienstherhaling van het personeelslid.

Als het personeelslid zich na afloop van de vermelde afwezigheidsperiode niet in staat voelt, zijn dienst te hervatten, moet de controle-instelling een nieuw doktersattest sturen daags voor het verstrijken van zijn verlof en zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere verwittigen. Bij gebrek hieraan wordt het geacht afwezig te blijven. Het inrichtingshoofd de centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere moet dan de verlenging van de afwezigheid mededelen aan de controleinstelling, op de dag waarop de hervatting voorzien was.

De personeelsleden die verzorgd worden buiten hun gewone verblijfplaats moeten hun tijdelijk adres op het doktersattest vermelden. Elke latere adreswijziging moet ook aan de controle-instelling gemeld worden.

Tijdens de afwezigheid wegens ziekte vereist een verblijf in het buitenland de voorafgaande toelating van de controle-instelling. Om die toelating te vragen moeten de personeelsleden zelf contact opnemen met de controle-instelling ten minste één week voor de afreisdatum. Zij leggen de controlearts een attest voor van hun behandelende arts, met de verantwoording van het verblijf in het buitenland.

#### HOOFDSTUK II. — *Afwezigheden van een dag*

**Art. 6.** Het personeelslid, afwezig wegens ziekte voor één dag, moet zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere verwittigen overeenkomstig artikel 3 van dit besluit en op zijn woon- of verblijfplaats ter beschikking van de controlearts blijven.

Het inrichtingshoofd de centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere moet de dag zelf de controle-instelling van die afwezigheid in kennis stellen d.m.v. een dienstkaart waarvan de formule bij dit besluit bevoegd is.

#### HOOFDSTUK III. — *Spontaan toezicht*

**Art. 7.** Behoudens behoorlijk gestaafe overdacht moet het ziek personeelslid dat onder spontaan toezicht geplaatst is, de controle-instelling opbellen op de 1e dag afwezigheid, vóór 10 uur 's ochtends. Die verplichting stelt hem niet ervan vrij, zijn inrichtingshoofd, centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere te verwittigen en zijn afwezigheid te laten dekken door een doktersattest opgemaakt overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van dit besluit.

Een personeelslid wordt onder spontaan toezicht gesteld door het bevoegd bestuur van de Franse Gemeenschap, op diens initiatief of op voorstel van het inrichtingshoofd, de centrumdirecteur of hiërarchisch meerdere. De met redenen omklede beslissing wordt meegedeeld aan het betrokken personeelslid door het bevoegd bestuur van de Franse Gemeenschap, bij aangetekend schrijven.

De controle-instelling kan op eigen initiatief of op verzoek van het personeelslid het bevoegd bestuur van de Franse Gemeenschap voorstellen, het spontaan toezicht op te heffen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Afwezigheidscontrole*

**Art. 8.** Het controleonderzoek gebeurt op de woon- of verblijfplaats van het ziek personeelslid; het moet door de controle-instelling niet aangekondigd worden.

De personeelsleden die hun woon- of verblijfplaats mogen verlaten kunnen door de controleinstelling verzocht worden, zich voor een controleonderzoek aan te melden.



**Art. 9.** Als de controlearts van oordeel is dat de afwezigheid wegens ziekte gewettigd is, deelt hij de betrokkene die beslissing onmiddellijk mee.

Oordeelt hij dat de afwezigheid niet of niet meer medisch verantwoord is, dan gelast hij het personeelslid zijn dienst te hervatten op de werkdag volgend op die beslissing.

Hij verzoekt de betrokkene het document met die beslissing, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model, te viseren.

#### HOOFDSTUK V. — *Beroepsprocedure*

**Art. 10.** Onverminderd een beroep voor de rechtscolleges van de rechterlijke orde moet het personeelslid dat zich benadeeld acht door de beslissing van de controlearts, zich uiterlijk de 1e werkdag na die beslissing via zijn behandelende arts of diens vervanger wenden tot de arts die zijn afwezigheid gecontroleerd heeft, met het oog op een beslissing in der minne van beide artsen.

**Art. 11.** Zijn beide in artikel 10 bedoelde artsen het oneens, dan wordt een geneesheer-deskundige aangewezen in gemeen overleg door de controle-instelling en de behandelende arts of diens vervanger.

De deskundige wordt gekozen uit een lijst van artsen, voorgelegd door de controle-instelling.

De expertise gebeurt in de spreekkamer van de deskundige als het personeelslid zich kan verplaatsen.

**Art. 12.** De deskundige onderzoekt het personeelslid binnen de 2 werkdagen volgend op het in artikel 11 bedoelde beroep.

Het personeelslid kan vergezeld zijn van zijn behandelende arts of diens vervanger.

De behandelende arts of diens vervanger kan zich laten vertegenwoordigen door een daartoe gemachtigd confrater.

Na het onderzoek deelt de deskundige onverwijld en schriftelijk zijn beslissing mee aan de betrokkene.

**Art. 13.** Als de deskundige de afwezigheid wegens ziekte niet of niet meer verantwoord acht, hervat het personeelslid zijn dienst op de 1e werkdag na die beslissing.

**Art. 14.** De beroepsprocedure schort de beslissing van de controlearts op.

**Art. 15.** De honoraria van de deskundige en van de behandelende arts of diens vervanger komen ten laste van de verliezende partij. Voor de behandelende arts gaat het om het gedeelte van de honoraria tegen ziekenfondstarief dat niet door het ziekenfonds terugbetaald wordt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Eventueel beroep bij de rechtscolleges van de rechterlijke orde*

**Art. 16.** Elk beroep, ingediend bij de rechtscolleges van de rechterlijke orde, schort de beslissing van de controlearts of geneesheer-expert op.

**Art. 17.** Als de beslissing van bedoeld rechtscollege ongunstig is voor het personeelslid en in kracht van gewijsde gaat, wordt het personeelslid ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen voor de periode ingaand op de einddatum van de ziekte, vastgesteld door het rechtscollege, tot de datum van hervatting van de dienst als het een vastbenoemd geworven personeelslid betreft.

De andere personeelsleden worden beschouwd als ongewettigd afwezig, zonder wedde of weddetoelage voor de duur van die afwezigheid.

#### HOOFDSTUK VII. — *Bevallingsverlof*

**Art. 18.** Voor bevallingsverlof moet bij de controle-instelling een doktersattest ingediend worden met vermelding van de waarschijnlijke datum van de bevalling.

Dit attest dient louter als inlichting.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 19.** Niet-naleving van de bepalingen van dit besluit maakt de afwezigheid onregelmatig, zodat het personeelslid voor die afwezigheidsperiode het recht verliest op de wedde of weddetoelage.

Behoudens behoorlijk gestaafde overmacht moet het personeelslid dat zijn woon- of verblijfplaats niet mocht verlaten, maar afwezig was bij het bezoek van de controlearts, diens reiskosten betalen volgens het ziekenfondstarief. Die kosten worden van hem gevorderd door het bevoegd bestuur van de Franse Gemeenschap.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1994 en houdt op uitwerking te hebben op 1 september 1994.

**Art. 22.** De Minister van Onderwijs en de Minister van Hoger Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 augustus 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,  
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,  
Ph. MAHOUX

## Bijlage I

## « RAPPORT DE CONTROLE C

TRAVAILLEUR

Etablissement, centre ou service

Demande n° .....

Nom (de jeune fille pour les femmes mariées).....

Prénom.....

Nom de l'époux.....

Rue.....

n°.....

bte.....

Domicile.....

Durée de l'absence : du.....

au.....

Nom et adresse du médecin traitant.....

Madame, Monsieur.

Après examen, j'estime que :

- votre absence pour maladie est médicalement justifiée
- vous êtes en état de reprendre vos fonctions à partir du .....

Si vous ne reprenez pas le travail le jour indiqué ci-dessus, vous devrez en avvertir votre chef d'établissement, directeur de centre ou supérieur hiérarchique au plus tard le jour ouvrable qui suit la décision.  
Par ailleurs, il vous est loisible d'introduire un recours selon la procédure reprise au verso.

Date : .....

Pour visa  
Signature du travailleur.

Le médecin contrôleur,  
(cachet et signature)

Nom, adresse et n° de téléphone du médecin contrôleur »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Franse Regering van 23 augustus 1994.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

Bijlage 2

« ABSENCE D'UN JOUR  
(à remplir par le chef immédiat)

Numéro de matricule :

Nom et prénoms .....

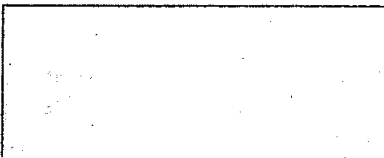
Adresse.....  
.....

est malade pour un jour le :

Matricule de l'établissement :

Cachet de l'établissement :

Nom + signature du chef d'établissement »



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Franse Regering van 23 augustus 1994.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

